

La Serbie s'ouvre à un dialogue avec le Kosovo

Article paru dans l'édition du 15.09.10

La Commission européenne pourrait être saisie du dossier de candidature serbe à l'UE dès octobre

La Serbie a fait un pas attendu depuis longtemps par ceux qui souhaitent voir ce pays s'ancrer dans l'Union européenne. Le 9 septembre, une résolution commune UE-Serbie adoptée aux Nations unies a appelé au dialogue entre Belgrade et Pristina. Il s'agit d'une première depuis la proclamation de l'indépendance du Kosovo, le 17 février 2008.

L'UE n'a pas tardé à signifier sa satisfaction à la suite de cet effort, consenti par le président Boris Tadic au prix d'une vive contestation des partis nationalistes. Lundi 13 septembre, le chef de la diplomatie belge, Steven Vanackere, a annoncé que lors de la prochaine réunion des ministres des affaires européennes de l'UE, le 25 octobre à Luxembourg, la Commission serait formellement invitée à examiner le dossier de candidature présenté par Belgrade.

A en croire les autorités serbes, la résolution ne signifie pas une reconnaissance implicite de l'Etat kosovar, que personne d'ailleurs n'espère leur arracher aujourd'hui ; sans surprise, le premier ministre kosovar, Hashim Taci, prétend l'inverse. En tout cas, l'avis rendu le 22 juillet par la Cour internationale de justice (CIJ), estimant que la proclamation d'indépendance ne violait pas le droit international, a changé la donne politique et forcé les autorités serbes à assouplir leur position.

« Cette résolution est une victoire du réalisme et du pragmatisme en Serbie, qui ne fait plus du statut du Kosovo un préalable à toute discussion, estime Jacques Rupnik, directeur de recherches au Centre d'études et de recherches internationales. Tout progrès significatif dans la région nécessite de rendre «eurocompatibles» les nationalistes modérés. Ceux-ci voient bien que la reconquête du Kosovo est une thématique dangereuse et une impasse. »

La résolution adoptée aux Nations unies a conclu d'intenses échanges diplomatiques entre les grandes capitales européennes et Belgrade. Dans un premier temps, la Serbie avait déposé une autre résolution, qui envisageait de rediscuter de l'indépendance de l'ancienne province.

Mais l'UE - dont cinq membres ne reconnaissent toujours pas le Kosovo - s'est montrée ferme : aucune perspective d'intégration ne sera possible si la Serbie ne normalise pas ses relations avec son petit voisin. *« Il s'agit d'une vraie victoire pour l'UE, assure à Pristina un diplomate européen de premier rang. Le dialogue entre les deux parties aura lieu à Bruxelles sous l'égide de Mme Catherine Ashton [chef de la diplomatie européenne]. Elle jouera un rôle de facilitateur, mais c'est d'abord aux Serbes et aux Kosovars de donner un contenu à ce dialogue. »*

Le calendrier et les participants ne sont pas encore déterminés. L'ordre du jour pourrait concerner des domaines régaliens importants pour l'implantation de l'Etat de droit au Kosovo - les douanes, la police -, mais aussi le statut des monastères serbes dans le pays, ou bien la distribution d'eau et d'électricité dans le nord, dans la région de Mitrovica, ville coupée en deux entre population albanaise et serbe. Le Kosovo sortirait ainsi du champ des grandes disputes géopolitiques - le silence de la Russie est à noter - pour devenir le sujet de négociations techniques et régionales liées à la vie quotidienne des habitants. Les diplomates européens restent toutefois prudents. La possibilité d'un dialogue ne présage pas d'avancées automatiques.

Confrontée à la crise économique et craignant un isolement au milieu du continent, la Serbie intègre lentement l'idée qu'il lui faut choisir : le Kosovo ou l'UE. Pour ne pas donner une image d'immobilisme, Belgrade multiplie les gestes de bonne volonté, notamment dans le domaine judiciaire.

Le 9 septembre, au terme d'une opération commune entre services de renseignement français et serbes, plusieurs personnes ont été arrêtées en Seine-Saint-Denis et près de la frontière bosniaque, pour trafic d'armes à destination des quartiers sensibles d'Ile-de-France. Le 11 septembre, la justice serbe a annoncé l'inculpation de neuf anciens paramilitaires pour l'exécution d'au moins 43 civils kosovars albanais pendant la guerre de 1999.

Enfin, le 13 septembre, la police a procédé à plusieurs perquisitions pour identifier les soutiens financiers du fugitif le plus recherché du pays, Ratko Mladic, ancien chef militaire des Serbes de Bosnie, inculpé pour génocide, crimes de guerre et crimes contre l'humanité par le Tribunal pénal international (TPI) pour l'ex-Yougoslavie.

Piotr Smolar